

## **ALERTE**

### **SITUATION POLITIQUE ET SECURITAIRE INQUIETANTE**

La Ligue Burundaise des Droits de l'Homme Iteka observe avec inquiétude une mésentente au sein de la classe politique sur l'application des différents accords signés à Arusha et à Prétoria.

La signature de l'accord global de cessez-le feu le 16 novembre 2003 entre le gouvernement du Burundi et le mouvement CNDD-FDD de Pierre Nkurunziza avait suscité un regain d'espoir parce qu'il a été rapidement suivi d'effets positifs sur le terrain. En effet, la fin de l'année 2003 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2004 ont été caractérisés par une accalmie dans 16 sur 17 provinces du pays.

Aussi, le forum des partis politiques tenu aux mois de mars et avril 2004 avait permis d'espérer qu'un consensus allait être dégagé sur les enjeux du moment dont particulièrement le mode électoral approprié à la conjoncture du moment.

Les résultats de ce forum n'ont pas malheureusement été à la hauteur des attentes de la population burundaise qui a plutôt assisté à la mise en exergue d'un dualisme à la tête de l'Exécutif burundais d'où la suspension de la participation du CNDD-FDD de Pierre Nkurunziza dans les institutions de transition pour protester contre la non-application intégrale de l'accord global de cessez-le-feu du 16 novembre 2003.

Par ailleurs, la nomination des cadres de l'administration territoriale par ordonnance ministérielle reflète l'absence de collégialité et de cohésion de l'équipe gouvernementale au moment crucial où les échéances électorales prévues au mois d'octobre 2004 approchent.

Par conséquent, la sérénité nécessaire à l'organisation d'une élection libre et transparente n'est toujours pas garantie pendant que la guerre bat toujours son plein dans certaines communes de Bujumbura rural entre l'armée burundaise, alliée de temps en temps au CNDD-FDD de Nkurunziza, et le PALIPEHUTU-FNL de Rwaswa. Aussi, des affrontements meurtriers sont signalés au sud du pays entre le CNDD-FDD de Nkurunziza et le CNDD de Nyangoma. En outre, des recrutements dans certaines communes de la province Bururi continuent au profit du CNDD de Nyangoma. De plus, certaines informations feraient état d'une coalition de certains mouvements armés qui se considèrent comme exclus dans le partage du pouvoir et l'intégration au sein des corps de défense et de sécurité pour combattre le gouvernement.

Le climat de tension et de suspicion est exacerbé par l'arrestation, le 3 mai 2004, d'une cinquantaine de jeunes en province Cibitoke présumés impliqués dans une nouvelle rébellion d'obédience tutsi. De surcroît, le regain d'activités des éléments armés rwandais à l'Est de la République Démocratique du Congo menace la sécurité des pays voisins à savoir le Burundi et le Rwanda. En outre, des informations faisant état d'infiltrations au Burundi d'éléments incontrôlés à partir du Congo et du Rwanda voisins contribuent à faire monter la tension.

Devant cette situation, la Ligue ITEKA exprime ses inquiétudes face à un possible dérapage et formule les recommandations suivantes :

**Au gouvernement :**

D'assurer la sécurité du pays aussi bien à l'intérieur du pays, en particulier dans la province de Bujumbura rural et sur la frontière avec le Rwanda et la RD Congo ;

De préserver l'unité et la cohésion au sein des institutions dirigeantes en vue de prévenir les risques de dérapage et de débordement ;

D'organiser un débat populaire sur la tenue et la préparation des élections et de tenir compte des préoccupations exprimées par la population.

**Au PALIPEHUTU-FNL :**

D'Arrêter la guerre et rejoindre les autres protagonistes à la table des négociations

**A la communauté internationale**

D'inviter tous les acteurs à respecter les engagements et amener le PALIPEHUTU-FNL de Rwaswa à rejoindre la table des négociations.

De prendre des mesures visant à arrêter le trafic et la circulation des armes dans la sous-région.

De suivre de près l'évolution de la situation sécuritaire pour prévenir la réédition du drame rwandais au Burundi.

Fait à Bujumbura, le 20 mai 2004

Pour la Ligue ITEKA asbl

Jean-Marie Vianney KAVUMBAGU

Président.